

Personnels de l'éducation, Parents, Elèves, Etudiants **L'école est l'affaire de tous !**

Pour tous les candidats à l'élection présidentielle, la question de l'éducation est centrale ; les analyses avancées par les uns ou les autres convergent toutes vers un même constat : l'école de la République est en souffrance.

Le Nord-Pas de Calais, particulièrement touché par les retombées des politiques libérales menées depuis des années, plutôt que d'être soutenu par les gouvernements successifs au vu de ses critères sociaux désastreux, a au contraire fait l'objet de nombreux retraits d'emplois au seul motif de la baisse démographique constatée. Là où les observateurs s'accordent à dire qu'un encadrement suffisant en nombre contribue à effacer les inégalités, les mesures prises ont gravement nuit à la qualité de l'enseignement en réduisant de façon significative l'ambition de la réussite pour tous.

La suppression de 700 postes dans le second degré au sein de l'académie de Lille, le nombre insuffisant de postes créés dans le premier degré (soit 2 postes) ainsi que le manque de personnels sociaux et médicaux sont devenus insupportables.

Les conséquences de cette politique d'économies sont nombreuses :

- Fermetures de classe dans le primaire et le secondaire.
- Augmentation des effectifs par classe
- Non remplacement des enseignants malades ou partis en formation continue
- Suppressions d'options dans le secondaire
- Fermetures de sections professionnelles en LP, SEGPA et EREA
- Démantèlement des équipes pédagogiques
- Intégration des enfants en situation de handicap sans les moyens nécessaires
- Quasi inexistence de la médecine scolaire

Ces derniers mois, en France et dans l'académie de Lille en particulier, les enseignants et les parents d'élèves se sont mobilisés régulièrement pour se faire entendre du gouvernement. Sourd aux inquiétudes exprimées, le Ministre a préféré stigmatiser systématiquement les mouvements de protestation en arguant d'un pseudo dialogue social qui n'en porte que le nom. Jamais le dialogue n'aura si peu existé entre les personnels de l'éducation et leur ministre de tutelle.

La régression constatée aura une incidence directe sur la scolarisation des enfants. Leurs conditions de travail seront tributaires du manque de moyens alloués et les écoles comme les établissements seront dans l'obligation de s'adapter en opérant des choix dans les dispositifs scolaires pourtant obligatoires : enseignement des langues, soutien des enfants en difficulté, organisation du bac blanc, entraînement à la passation des épreuves orales, ...

Le gouvernement et le ministre de l'éducation nationale portent l'entière responsabilité de la détérioration catastrophique de la situation !

Réunies en intersyndicale, les organisations de l'éducation de l'académie de Lille s'adressent directement à la population pour que tous, personnels de l'éducation, parents, élèves et étudiants obligent le gouvernement à revoir sa copie.

L'école de la République n'est pas une marchandise !

Nous réclamons :

- Un collectif budgétaire pour recréer les postes dont l'académie a besoin
- Une réelle prise en compte des conditions sociales de l'académie de Lille
- L'abrogation du décret De Robien sur les obligations de service
- L'ouverture de réelles discussions sur le service et les conditions de travail des personnels